

Économie

BANQUE CENTRALE

L'augmentation des ventes de devises étrangères, un mal nécessaire

Comme partout dans le monde, la situation sanitaire met les banques centrales devant le fait qu'elles doivent éviter la faillite nationale. En attendant la reprise, elles doivent fournir les devises nécessaires aux importations malgré le manque de recettes dû au ralentissement économique global.

Laetitia MELIDOR

«À situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles.» Covid-19 oblige, semaine après semaine, à Maurice comme dans le monde, nous sommes souvent confrontés à ce discours de la part des décideurs qui se doivent de rivaliser d'initiatives pour soutenir leur économie nationale respective. Mesures populistes mises au placard, la priorité des priorités reste d'éviter la faillite nationale. Dans ce contexte, le rôle des banques centrales est plus que jamais mis en avant. En effet, les décisions prises par les gouverneurs de banques centrales de concert avec leurs équipes, ont un rôle clé à jouer pour maintenir la stabilité économique des États fragilisés par le ralentissement économique.

À Maurice, il y a eu des mesures, à l'instar de celle, fortement décriée, portant sur la contribution exceptionnelle de Rs 60 milliards, financée par l'émission des obligations, accordées au ministère des Finances pour soutenir ses mesures fiscales. Il ne faut pas non plus oublier le financement de la Mauritius Investment Corporation (MIC) à hauteur de Rs 80 milliards puisées des réserves officielles de la Banque de Maurice (BoM) et le maintien du Repo Rate au taux de 1,85 %, entre autres.

Peu abordé, un autre axe d'intervention de la BoM, qui a toute sa pertinence mais comporte aussi sa part de danger, est la vente des devises étrangères (Forex) qui se fait à un rythme accéléré comparé à la période pré-pandémique.

En effet, de mars 2020 à janvier 2021, la BoM a vendu près de Rs 40 milliards en termes de Forex sur le marché, sans en acquiescer d'ailleurs. Face à cela, d'aucun est en droit de s'attendre à une baisse visible des réserves en devises

étrangères de la Banque centrale. Or, tel n'est pas le cas, merci aux emprunts contractés par l'État.

Si ces ventes de Forex sont nécessaires, quid de l'impact sur les réserves sur le long terme quand le moment de rembourser les dettes accumulées viendra ? Faut-il craindre le pire ? Le débat est ouvert. «La BoM intervient régulièrement, actuellement chaque semaine, et parfois de manière très significative depuis avril 2020. À fin janvier 2021, le montant total de dollars américains vendus par la BoM s'élevait à plus d'un milliard. Il faut savoir qu'avec les recettes touristiques en nette baisse, conjuguées à une chute de nos exportations due à une contraction mondiale du commerce, notre approvisionnement national en devises étrangères a été considérablement réduit, d'environ 40 à 50 %», explique Jen Ramanah, Head of Treasury, à Afrasia Bank. En contrepartie, dit-il, la demande pour les devises étrangères est restée plus ou moins soutenue. «L'intervention de la BoM reste donc cruciale pour amortir cette importante baisse et répondre à la demande des importateurs et des investisseurs tout en évitant une dépréciation excessive de notre roupie. Ainsi, il n'y a pas eu de véritable augmentation en termes de demande, mais plutôt une diminution du flux de devises étrangères qu'il a fallu pallier.»

Les exportations se faisant en dollars américains et le tourisme représentant une source d'euros, la baisse des activités économiques a de facto un impact direct sur le mouvement des devises étrangères dans le pays, sans oublier l'impact des restrictions de voyage sur le flux d'investissements directs étrangers.

C'est là qu'entre en jeu la Banque centrale. «Compte tenu de la diminution des activi-



Les décisions des gouverneurs de banques centrales et leurs équipes jouent un rôle clé pour maintenir la stabilité financière des États fragilisés par le ralentissement économique.

tés liées à la crise économique et au ralentissement dans le secteur touristique, nous avons noté, au cours de l'année 2020, une réduction conséquente du montant en dollars américains vendus par les entreprises aux banques commerciales. Par conséquent, ces dernières ont été confrontées à un déficit global d'environ USD 1 milliard l'année dernière, après avoir pris en considération la demande en devises de leurs clients», fait ressortir Alain Law Min, CEO de la Mauritius Commercial Bank (MCB). Selon lui, dans ce contexte, la BoM a intensifié ses interventions sur le marché pour aider les banques commerciales à répondre aux besoins de leurs clients, notamment les importateurs de marchandises. «Par ses interventions, la banque centrale a également aidé à la stabilité relative de la roupie et à soutenir les conditions macroéconomiques dans le pays.»

BAISSE DE CONFIANCE

En ce qui concerne la demande en devises étrangères, l'économiste Kevin Teeroovengadam soutient lui que la baisse de confiance de la population en la résilience de nos institutions bancaires n'est pas non plus à négliger. «Les gens redoutent que la dépréciation de la roupie ne s'accroisse et préfèrent donc convertir leur argent en dollars, ce qui augmente la pression sur la demande. D'autre part, il ne faut surtout pas oublier que Maurice se trouve toujours sur cette fameuse liste noire avec pour conséquence une réduction dans le nombre de compagnies offshore qui opèrent à Maurice, sans

compter qu'il faut faire une croix sur les clients potentiels. Résultat, bien moins de Forex passe par la juridiction mauricienne.» Dans ce contexte, il est clair que la BoM n'est pas près d'arrêter de fournir le marché, pour au moins plus d'une année.

Ces interventions, plusieurs banques centrales dans le monde n'ont pas d'autre choix que de passer par là. La raison, les chutes drastiques dans les réserves en Forex. «The foreign exchange reserve assets of the Reserve Bank of Australia have sharply fallen during the Covid-19 crisis, official data published today (September 7) shows. Reserves have fallen from \$46.7 billion in March 2020 to \$33.5 billion in August. In addition, the value of the central bank's gold holdings has decreased from \$5.3 billion to \$5 billion over the same period», peut-on lire sur le site Central Banking.

Si les banques sont dans l'obligation d'intervenir, se pose aussi la question des répercussions sur la dette gouvernementale. «Avec ces transactions, les réserves doivent baisser mais les emprunts étrangers du gouvernement viennent s'ajouter aux réserves. Nous pourrions tenir quelques années à ce rythme, mais lorsqu'on commencera à rembourser, les réserves vont chuter», explique l'économiste Eric Ng.

Selon le site de la BoM, «The Gross Official International Reserves (GOIR) of the country increased by Rs20.5 billion, from Rs288.2 billion (équivalent to USD7,292 million) as at end-December 2020 to Rs308.7 billion (équivalent to

USD7,763 million) as at end-January 2021.»

Il ne faut pas oublier les prêts de Rs 5 milliards de l'Inde, de Rs 11 milliards du Japon et de 300 millions d'euros de l'Agence française de développement (AFD), qu'a obtenu Maurice surtout celui du Japon qui se singularise par un taux d'intérêt de 0,01 %. Ces prêts comme tous les prêts devront tôt ou tard être remboursés sachant que la dette extérieure du gouvernement a considérablement augmenté d'environ Rs 26 milliards entre juin et décembre 2020.

PLUSIEURS SENS À CONTRÔLE

Face à cela, devrait-on exercer un contrôle plus rigoureux sur les demandes de change pour protéger l'économie nationale ? «Le mot contrôle comporte plusieurs sens. Ce terme à lui seul fait craindre. L'île Maurice a enduré ce spectre pendant longtemps. Le marché domestique du forex est libre depuis 1992 et sans aucun doute, il doit le rester. Cependant, il est vrai que le caractère durable de la crise entraîne dans son sillage énormément d'incertitude et qu'en raison de cela, une sorte de surveillance est nécessaire», explique Jen Ramanah.

Toutefois précise ce dernier, «la BoM assure une surveillance étroite du marché et reste en communication constante avec les trésoriers des banques locales pour détecter et corriger toute forme d'instabilité sur le marché de devises étrangères. La BoM dispose de réserves de devises étrangères qui couvrent actuellement plus de 14

mois d'importations, un coussin plus que confortable.» Il apporte quand même la nuance, pour Jen Ramanah, qu'une crise sanitaire qui dure pourrait avoir un impact fortement négatif sur nos réserves. «La BoM a donc cette responsabilité de gérer ses réserves avec minutie afin, non seulement d'éviter la dépréciation de la roupie, mais aussi de donner confiance aux investisseurs et aux acteurs économiques.»

Dépendant de l'évolution de la situation mondiale avec la reprise de la production et du commerce, le manque de visibilité avec ou sans vaccin sur la suite en tenant compte des nouveaux variants du virus n'aide pas. «En ce qui concerne l'avenir, si toute reprise des exportations de biens peut éventuellement apporter un certain soulagement au marché local des changes, nous estimons que seule une reprise progressive et durable du secteur touristique pourra résoudre significativement le déficit relatif à l'afflux de devises dans le système bancaire», met en garde le CEO de la MCB, Alain Law Min.

L'économiste Kevin Teeroovengadam renchérit que, dans la perspective que nous ne retrouverons pas notre performance économique de 2019 avant plusieurs années, la Banque centrale n'aura guère d'autre choix que de puiser dans les réserves, «il faut que le tourisme et les autres piliers de l'économie se remettent en activité au plus vite». Si les chiffres du taux de croissance font débat, une chose est sûre, la reprise économique reste le dossier brûlant méritant l'attention des décideurs.